

CENTRE DE LOISIRS « LE PIDOU »

Association

**4, Allée de la Guyarderie
17100 SAINTES**



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2024

Siège social :
125, avenue Gambetta
17103 SAINTES cedex
Tél : 05 46 93 70 91

Autres établissements : 17 boulevard de Bretagne - 16000 Angoulême - Tél : 05 45 69 19 19
13 rue Vernier - 75017 Paris - Tél : 01 43 12 80 00

SARL au capital de 7 622 euros

Siren 343 679 171 - RCS Saintes - N° TVA FR 813 436 791 71

Membre indépendant de Walter France - Membre indépendant d'Allinial Global International - Membre de la CRCC Ouest-Atlantique

CENTRE DE LOISIRS « LE PIDOU »

Association

4, Allée de la Guyarderie
17100 SAINTES



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CENTRE DE LOISIRS « LE PIDOU » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Siège social :
125, avenue Gambetta
17103 SAINTES cedex
Tél : 05 46 93 70 91

Autres établissements : 17 boulevard de Bretagne - 16000 Angoulême - Tél : 05 45 69 19 19
13 rue Vernier - 75017 Paris - Tél : 01 43 12 80 00

SARL au capital de 7 622 euros

Siren 343 679 171 - RCS Saintes - N° TVA FR 813 436 791 71

Membre indépendant de Walter France - Membre indépendant d'Allinial Global International - Membre de la CRCC Ouest-Atlantique

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués décrits dans la note de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification des documents mis à disposition aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations fournies aux membres de l'association CENTRE DE LOISIRS « LE PIDOU » sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la présidence relatives aux comptes annuels

Il appartient à la présidence d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la présidence d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la présidence de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saintes, le 22 avril 2025

**Pour la SARL SCORE,
Agnès de VAUBLANC
Commissaire aux comptes**



BILAN SYNTHETIQUE
CENTRE DE LOISIRS LE PIDOU
01/01/2024 au 31/12/2024

ACTIF	Exercice N			N-1	PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net				
Actif immobilisé : Immobilitisations incorporelles - Fonds commercial - Autres Immobilitisations corporelles Immobilitisations financières TOTAL I	 57 330 57 330	 47 169 47 169	 10 161 10 161	 1 939 14 049 15 988	Capitaux propres Capital Ecart de réévaluation Réserves : - Réserve légale - Réserves réglementées - Autres	25 163	25 163
Actif circulant : Stocks et en-cours (autres que marchandises) Marchandises Avances et acomptes versés sur commandes	 1 516 5 291		 1 516 5 291	 1 113 4 453	Report à nouveau Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) Subventions d'investissement Provisions réglementées TOTAL I Fonds dédiés/Subv d'investissement (II) Provisions pour risques et charges (III) Dettes	10 978 (28 437)	10 574 404
Créances : Clients et comptes rattachés Autres Valeurs mobilières de placement Disponibilités (autres que caisse) Caisse TOTAL II	 11 866 61 776 100 80 713 279 161 542	 2 346 2 346	 9 520 62 179 100 80 713 279 159 598	 7 844 48 527 100 116 318 158 178 513	Emprunts et dettes assimilées Avances et acomptes reçus sur commandes Fournisseurs et comptes rattachés Autres TOTAL IV	15	14
Charges constatées d'avance (III)	345		345	457	Produits constatés d'avance (IV)		
TOTAL GENERAL (I+II+III)	219 216	49 514	170 104	194 598	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	170 104	194 958

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE
CENTRE DE LOISIRS LE PIDOU
01/01/2024 au 31/12/2024

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net	PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N net	Exercice N-1 net
CHARGES D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	28	28	Ventes de marchandises		199
Variation de stock (marchandises)			Production vendue (biens et services)	320 433	293 201
Achats d'approvisionnement	5 319	5 792	Production stockée		
Variation de stock (approvisionnement)	(403)	(125)	Production immobilisée		
Autres charges externes	199 232	172 805	Subventions d'exploitation	279 762	271 273
Impôts, taxes et versements assimilés	8 303	8 190	Reprise sur amort., dépréc. et prov	2 313	
Rémunération du personnel	341 683	311 226	Autres produits	25 801	22 801
Charges sociales	91 401	79 167	PRODUITS FINANCIERS	3 701	2 886
Dotations aux amortissements	5 798	5 460			
Dotations aux provisions	10 851	13 772			
Autres charges	1 396	985			
CHARGES FINANCIERES					
TOTAL (I)	663 606	597 300	TOTAL (I)	632 010	590 360
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)			PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)		
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)	2 718			5 877	7 343
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	666 324	597 300	TOTAL DES PRODUITS (I+II)	637 887	597 704
BENEFICE OU PERTE	(28 437)	404			
CONTRIBUT.VOLONT.CHARGES	79 021	94 757	CONTRIBUT.VOLONT.PRODUITS	79 021	94 757
TOTAL GENERAL	712 653	692 461	TOTAL GENERAL	712 653	692 461

ENTREPRISE : CENTRE DE LOISIRS LE PIDOU
ACTIVITE : ASSOCIATION LOI 1901
ADRESSE : 4, Allée de la Guyarderie 17100 SAINTES

ANNEXES

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 170 104 € et au compte de résultat de l'exercice, une perte de 28 437 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRINCIPES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

METHODE D'EVALUATION

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Les amortissements pour dépréciation sont calculés comme suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Matériel Mobilier de bureau..... 2-3-4 et 6 ans
- Matériel de transport..... 5 ans
- Equipement pédagogique..... 2 et 3 ans
- Matériel et outillage..... 2 ans

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision de créances douteuses a été constatée au cours de l'exercice pour un montant de 2 346 €.

MODIFICATION AFFECTANT LES MÉTHODES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS
--

Néant

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Afin que le lecteur puisse porter un jugement avisé, les informations complémentaires suivantes sont données.

BUT DE L'ASSOCIATION

Animation des temps de loisirs des enfants et adolescents en gestion directe ou en collaboration avec d'autres organismes par convention avec ceux-ci, en référence avec le projet éducatif défini par le Conseil d'Administration.

MISE A DISPOSITION DES LOCAUX DE PERSONNEL ET ENTRETIEN

La mairie de Saintes met à disposition de l'association à titre gratuit : (inscrit en charges supplétives en bas du compte de résultat pour

- | | |
|--|----------|
| ➤ Les locaux et terrains à Saintes | 70 747 € |
| ➤ L'entretien courant, celui des espaces verts et tous les travaux | 8 274 € |

PROVISIONS CONGÉS PAYES :

La provision congés payés s'élève à 4 978€ et les charges sociales à 1 457 €.

CHANGEMENT DE METHODE :

Au cours de l'exercice 2024 :

- Néant

IMMOBILISATIONS AMORTISSEMENTS

Les immobilisations et les amortissements ont été évalués et comptabilisés sans prise en compte du règlement CRC 2002 – 10 applicable à compter du 1^{er} janvier 2005 et ce conformément à la tolérance fiscale introduite par le règlement CRC 05 – 09 du 03 novembre 2005.

De plus, l'application de ces nouvelles normes ne permet pas, dans le cas présent, de traduire plus précisément la réalité économique et la valeur du patrimoine de l'Association

Pour ces raisons, les immobilisations n'ont été :

- ni décomposées,
- ni dépréciées.

Le plan d'amortissement n'a pas été modifié

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur brute en fin d'exercice
Logiciel	2 388		2 388	0
Matériel Educatif	1 817			1 817
Matériel de transport	14 181			14 181
Mat. de bureau	14 648			14 648
Mat. Informatique	5 269	1114	556	5 827
Mat. Cuisine	1 012			1 012
Mobiliers éducatif	16 093			16 093
A A I	3 753			3 753
TOTAL	59 161	1114	2944	57 331

AMORTISSEMENTS

	Amortissement en début d'exercice	Augmentation dotation de l'exercice	Diminution sorties et reprises	Amortissem. en fin d'exercice
Logiciel	449	1 939	2 388	0
Matériel Educatif	1 817			1 817
Matériel transport	4 123	3 263		7 386
Mat. de bureau	14 648			14 648
Mat informatique	3 809	988	556	4 241
Mat. Cuisine	1 012			1 012
Mobiliers Educatif	16 093			16 093
A A I	1 221	750		1 972
TOTAL	43 173	6 940	2 944	47 169

DÉTAIL DES DETTES

<u>Agios courus</u>	15
<u>Avances et acomptes reçus sur commandes</u>	508
<u>Fournisseurs</u>	4 189
<u>Autres dettes :</u>	
<u>Dettes sociales</u>	
421000 Rémunérations	233
4310000 URSSAF	9 652
4372000 RETRAITE	3 088
4375000 Prévoyance & Mutuelle	2 369
428200 Congés payés prov	4 978
428600 Primes prov	513
438200 Charges s/congés payés	1 457
438600 Autres Charges	5 445
Uniformation	5 317
Charges/prime intermittence	128
<u>Dettes diverses et fiscales</u>	
468600 Charges à payer	5 784
• Prov Hono CAC	4 200
• Prov Sage abt compta+paie	164
• Litige MUTEX prév.2024	1 272
• Fibre Bureautique Services	148
442100 PAS - DGFIP	277
Adhérents solde créditeurs	545

DÉTAIL DES CRÉANCES A RECEVOIR

<u>Créances adhérents débiteur :</u>	11 866
<u>Provision créances douteuses :</u>	(2 346)
<u>Produits à recevoir</u>	
• Mairie Fluides 2024	19 710
• CAF solde péri et extrascolaire	19 803
• CAF solde bonus CTG	20 499
• MSA solde péri et extrascolaire	1 764
• Remboursement Uniformation	402

DETAIL DES Charges Constatées d'avance

486000 Charges Payées d'Avance

• DEFI 01/01-30/04	345
Total	345

PROVISIONS POUR RISQUE

D'après calcul et selon les textes en vigueur à ce jour :

L'estimation au 31/12/2024 pour la provision de départ à la retraite s'élève à 117 756 €

DÉTAIL DES CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Produits exceptionnels

771010	CREANCES ANTERIEURS ENCAISSEES	22
789420	Reprise Fonds dédiés	5 855
	Total	5 877

Charges exceptionnelles

670000	Charges exceptionnelles	68
675100	VNC Portail famille 2024 Défi	1143
689400	Dotations Fonds Dédiées	1507
	Total	2 718

SUIVI DES FONDS DEDIES					
		Solde du compte 19 "Fonds dédiés"			
SUBVENTIONS	Montant initial de la subvention	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice (reprise en 7894 ou 7444) B	Engagement à réaliser sur nouvelle affectation (dotations en 6894) C	Solde des dépenses non engagées en fin d'exercice D=A-B+C
Subv,Invest / à venir		9 940	5 855	1 507	5 592
TOTAL	0,00	9 940	5 855	1 507	5 592

Tableau de variation des Fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	25 163				25 163
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	10 574	404			10 978
Excédent ou déficit de l'exercice	404	-404		-28 437	-28 437
SITUATION NETTE	36 141	0	0	-28 437	7 704
Fonds propres consomptibles	9 940		1 507	-5 855	5 592
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées	110 156		7 600		117 756
TOTAL	156 237	0	9 107	-34 292	131 052

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

A partir de janvier 2025, les tarifs de la participation augmentent pour tenir compte de l'inflation sur les achats alimentaires et sur les prestations de service éducatif. Cette augmentation permettra de couvrir également les progressions salariales conventionnelles ainsi que du taux journalier des contrats CEE.

Le logiciel de réservation-facturation a été mise en place en janvier 2025.